



Département de la
Seine-Maritime

Arrondissement du
HAVRE

D.2018.11/VOEU5

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 05 novembre 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	26
Nombre de Pouvoirs	6
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **13 novembre 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **05 novembre à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 26 octobre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Alexandre **MORA** (à partir de 18h38), Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Liliane **HIPPERT**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir de 18h43), Gérard **DELAHAYS**, Hélène **SAMPIC**, Sophie **CAPELLE**, Juliette **LOZACH** (à partir de 18h45), Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR** (à partir de 18h35), Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Frédéric **PATROIS** donne pouvoir à Daniel FIDELIN(jusqu'à son arrivée 18h43)

Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie LAMBERT

Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette LOZACH

Franck **DORAY** donne pouvoir à Laurent GILLE

Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Fabienne **MALANDAIN** donne pouvoir à Gilles BELLIERE

Absente

Karine **LOUISET**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 05 novembre 2018

Envoyé en préfecture le 12/11/2018
Reçu en préfecture le 12/11/2018
Affiché le 
ID : 076-217604479-20181105-M_DE181105_V5-DE

2018.11/VOEU5

VŒU DE SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF

Présenté par les élus du groupe « MONTIVILLIERS, LE RENOUVEAU »

Le budget du ministère des sports est annoncé en forte baisse -30 millions d'euros et la suppression progressive de 1600 ETP d'ici à 2022. Ces décisions vont fortement à l'encontre des ambitions sportives affichées et de la détermination des bénévoles, des dirigeants et des sportifs amateurs ou professionnels qui s'affairent chaque jour pour faire fonctionner les clubs sur nos territoires.

Dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 à Paris et l'objectif de 80 médailles françaises, c'est fragilisé nos clubs où sont découverts nos jeunes talents. Sans eux aucune médaille olympique ni coupe du Monde ne peuvent être gagnées. Nous avons tous été fiers d'être bleus cet été, La ville du Havre accueillera en juin 2019 la coupe du Monde de football féminin et la ville de Montivilliers est présélectionnée pour être base arrière des JO 2024.

Les collectivités vont être les premières à être impactées par ce désengagement de l'Etat car nous sommes souvent soutiens, voire recours des bénévoles qui font vivre nos clubs au quotidien.

Les sportifs de haut niveau sont très inquiets car cette coupe budgétaire du ministère des sports et la baisse de moyens humains sont contradictoires avec l'objectif des performances attendues et désastreuses pour l'héritage laissé aux nouvelles générations.

Le sport de compétition ou de loisirs compte et il doit être soutenu.

Le sport est un investissement d'avenir, il sert à la cohésion sociale, la cohésion des territoires, inculquer des valeurs comme la solidarité, l'intégration, la fierté nationale, la santé, l'esprit d'équipe, l'entraide, le savoir, la confiance.

Différents appels sont signés et relayés par des pétitions qui vont dans ce sens.

Le sport rapporte beaucoup plus à la nation que ce qu'il lui coûte !

Une récente étude du CDES (centre de droit et d'économie du sport) évaluait le poids économique du sport à plus de 21 milliards d'euros par an. Il doit bénéficier de moyens à la hauteur de ses apports humains, économiques et sociétaux sinon c'est prendre le risque de l'affaiblir car à cela s'ajoute une nouvelle diminution des contrats aidés et la baisse des crédits du CNDS (centre national pour le développement du sport).

Des menaces sérieuses pèsent sur l'avenir du financement de nos fédérations, de nos comités et de nos clubs. Sans ces aides financières et humaines, l'impact sera lourd de conséquences pour les pratiquants et les familles qui ne pourront supporter l'augmentation du coût de la licence ! Nous devons nous mobiliser et démontrer notre attachement à la pratique sportive fédérée.

La préservation d'un service public du sport est nécessaire pour que nos fédérations et leurs millions de bénévoles continuent à être une force reconnue et légitime du modèle sportif français.

Nous, élu(es) locaux devons soutenir les mobilisations du mouvement sportif. Oui au sport pour tous, oui aux moyens nécessaires, aux ambitions actuelles du sport français.

Ce vœu a donc pour objet d'interpeller le gouvernement et la nouvelle ministre des sports pour qu'elle revienne sur sa décision si nous voulons porter une réelle ambition olympique, construire un héritage et développer la pratique sportive sur nos territoires.



Envoyé en préfecture le 12/11/2018

Reçu en préfecture le 12/11/2018

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20181105-M_DE181105__V5-DE

Le sport a toujours été au cœur de la politique municipale de Montivilliers, r
sportif et les excellents résultats de nos clubs sportifs en sont les parfaits exemples.

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ par le Conseil Municipal.

Pour : 32

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire



Envoyé en préfecture le 12/11/2018

Reçu en préfecture le 12/11/2018

Affiché le



ID : 076-217604479-20181105-M_DE181105__V5-DE